

la brèche

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
Section suisse de la IV^e Internationale



abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22.50
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
une année, enveloppe fermée : fr. 55.-

(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale
1000 Lausanne 17 CCP 10 - 25 689
Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

Elections biennoises la majorité socialiste va-t-elle changer les choses ?

INTERVIEW DE LA NOUVELLE CONSEILLERE DE VILLE DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER (ex LMR), Sylviane Zulauf

Q: Ces élections communales ont donné une majorité socialiste à l'exécutif, cela va-t-il changer quelque chose?

R: L'avance des socialistes à ces élections est un indice très clair que de plus en plus de salariés cherchent une réponse ouvrière à la crise, à la dégradation de leurs conditions de travail et de vie. Et ce ne sont pas les partis bourgeois, les représentants de la politique patronale, qui sont une alternative pour les travailleurs! De ce point de vue l'avance socialiste est positive.

Mais on peut fortement douter que les élus socialistes utilisent véritablement leur force électorale comme levier pour mener une politique communale au service des travailleurs. Jusqu'à maintenant ils ont géré très bourgeoisement la ville, se répartissant les parts du gâteau et les postes, de concert avec l'Entente biennoise et la droite radicale. Sous l'étiquette socialiste ils pratiquent une politique bourgeoise: blocage du personnel communal, report de l'introduction de la semaine de 40 heures, économies de bouts de chandelle sur les dépenses sociales. Et le scandale des magouilles électorales à propos des personnes touchant une rente complémentaire - même s'il est utilisé hypocritement par les partis bourgeois qui ne se sont eux jamais gênés pour attaquer les libertés individuelles (Cincera et son correspondant radical biennois Woodtli en sont un exemple) - laisse mal augurer de la nouvelle législature socialiste.

Q: Mais l'élection au conseil municipal d'un socialiste de gauche, R.Glas, ne signifie-t-elle pas une possibilité de changement?

R: L'élection de R.Glas a fait frémir plus d'un bourgeois. La droite a peur que l'on touche à ses privilèges! Une majorité socialiste à l'exécutif serait en effet un bon point d'appui pour mener une politique qui renforce véritablement les positions des travailleurs, dans l'industrie comme dans l'administration. Mais la politique et le programme du parti socialiste ne vont nullement dans cette direction. Et ce n'est pas la présence d'un socialiste, réellement de gauche, qui changera d'un pouce cette situation. Car ce parti est profondément enlégé dans sa politique de gestion et dans la "chasse aux postes", il est composé de nombreux carriéristes. Ce n'est pas une question de personnes, mais c'est une orientation qui est en cause.

Q: L'Entente biennoise est la grande perdante de ces élections. Qu'en pensez-tu?

R: C'est tout à fait normal et l'on peut que se féliciter de cette défaite. C'est un peu comme un ballon trop gonflé qui saute, et il n'y a plus rien... L'Entente avait des sourires et des poignées de main à proposer, mais aucun programme politique. En voulant se situer "entre la gauche et la droite", elle s'est trouvée nulle part, ou plus exactement du côté où elle a toujours été, à droite. Car, dans la dernière législature, l'Entente a participé directement à la gestion de la ville; là elle a montré, dans les faits, qu'elle était opposée au développement des infrastructures sociales, qu'elle n'était pas du tout un parti utile pour les salariés. On ne peut pas être à la fois du côté patronal et en même temps déclarer défendre "tous les Biennois".

Q: Le Parti socialiste ouvrier (PSO) a gagné un siège. Pourquoi, à ton avis, et que va faire une conseillère de ville du PSO?

R: Contrairement aux autres partis, nous ne développons pas nos activités juste avant les élections, puis, pour quatre ans, nos électeurs et électrices n'entendent plus parler de nous. Non, c'est l'inverse! Nous avons été élus parce que de plus en plus de salariés soutiennent les propositions que nous faisons quotidiennement, dans les syndicats, sur les lieux de travail, dans le mouvement anti-nucléaire ou dans le mouvement des femmes. Et ces travailleurs ont pensé qu'il était utile que nous puissions aussi les défendre au conseil de ville. Nous n'avons pas fait de promesses électorales, mais nous rendrons des comptes régulièrement sur nos

interventions parlementaires. Le PSO mènera au conseil de ville une politique qui vise à renforcer les syndicats sur les lieux de travail, dans le secteur public comme dans le secteur privé, qui permette de faire aboutir les revendications des salariés, telles les 40 heures, le réajustement intégral des salaires, la mensualisation pour tous. Notre parti interviendra pour le développement des infrastructures sociales (mise en place d'un CISC, de crèches de qualité et gratuites), pour la mise en place par la commune d'ateliers publics de formation et de recyclage. Nous soutiendrons



En contact avec les travailleurs devant les fabriques: Dr Hermann Schlüter, candidat au Conseil municipal avec des ouvriers d'Omega

Une photo extraite de la propagande que l'Entente biennoise a déversé pendant la campagne électorale.

Au vu des résultats, il semble que le "contact" n'ait pas passé!

également toutes les propositions faites par la majorité socialiste qui seront favorables aux travailleurs, mais nous opposerons fermement à celles qui constituent des compromis pourris avec les partis bourgeois et qui reviennent à pratiquer une politique d'austérité sur le dos de la majorité de la population.

Q: Tout cela est fort bien, mais au conseil de ville, il n'y a pas de majorité socialiste?

R: C'est vrai, au législatif, il n'y a pas de majorité de gauche. C'est d'ailleurs très certainement ce prétexte que vont utiliser les élus socialistes pour justifier leur politique "réaliste", des petits pas. Le PSO ne pense pas qu'il soit possible de lutter de manière efficace contre les partis bourgeois et leur politique seulement à coup de batailles parlementaires. La gauche ne peut gagner que si elle s'appuie sur la mobilisation des salariés, sur les lieux de travail, dans la rue, en participant activement aux syndicats. Voyez les travailleurs de l'Omega, il a suffit qu'ils manifestent un matin devant leur usine pour que SSIH cède en partie sur le paiement du réajustement. C'est là la force de la majorité de la population face à une minorité de possédants. Et cette force, il faut s'en servir et non pas s'en remettre au simple "bon vouloir" d'une majorité au conseil de ville!

Nous remercions Sylviane Zulauf pour cet interview.

Comme députée du PSO je tiens à souligner que je suis prête à intervenir pour défendre, dans des cas concrets, des salariés, des jeunes, des vieux, des Suisses, des immigrés qui sont victimes d'injustices particulièrement criantes. Vous pouvez me contacter en écrivant à l'adresse suivante:

PSO (ex LMR), case postale 13, 2500 Bienne 4

L'initiative "ETRE SOLIDAIRE" a été rejetée par le Conseil fédéral d'abord, par les Chambres ensuite. Le Conseil fédéral lui a presque immédiatement opposé un projet de "nouvelle loi sur les étrangers" susceptible d'amener de petites améliorations ici ou là, mais sans remettre en cause le statut de saisonnier, contrairement à l'initiative "Etre solidaire".

Les conditions de travail des saisonniers en Suisse rappellent étrangement le régime d'apartheid d'Afrique du Sud : en effet, les travailleurs saisonniers, considérés uniquement comme marchandises, sont tenus de passer par une "période d'essai" de cinq ans durant laquelle la Confédération tient à s'assurer si l'immigrant "présente ou non les qualités personnelles et professionnelles lui permettant de s'intégrer dans notre communauté nationale et s'il est possible de lui garantir à la longue un emploi".

CONTRE LE STATUT DE SAISONNIER POUR "ETRE SOLIDAIRES"



Voilà la preuve d'une belle dose de cynisme lorsqu'on sait que la plupart des saisonniers sont contraints de vivre dans des baraquements éloignés de toute zone habitée. On est alors en droit de se demander comment ils trouveront le moyen de "s'intégrer dans notre société nationale"! Il faut

en outre considérer qu'ils ne peuvent amener leurs familles en Suisse, ce qui constitue plusieurs dizaines de milliers de drames personnels. Selon Fürgler, nous avons affaire à un statut "humain et bienveillant à l'égard de la famille"...(!!!).

La vérité est que le Conseil fédéral craint de perdre la possibilité d'exporter du chômage non comptabilisé dans les statistiques officielles. De plus, étant donné que la moyenne d'occupation réelle des saisonniers est de sept mois par année, il leur est extrêmement difficile d'accumuler les 35 mois de travail exigés en quatre ans pour obtenir un permis annuel d'établissement.

En ce qui concerne les droits démocratiques pour les travailleurs étrangers, le Conseil fédéral craint le pire, car voyez-vous "il y a lieu de craindre que les étrangers ne compromettent la sûreté intérieure ou extérieure en exprimant leurs opinions politiques dans notre pays" (!!!).

Les deux Chambres ont décidé elles aussi de ne pas abolir le statut de saisonnier et les milieux réactionnaires, en particulier le parti radical, sont prêts à se battre contre les partisans de la "nouvelle loi sur les étrangers" favorables à l'abaissement à 28 mois en quatre ans de la période requise pour l'obtention du permis annuel.

C'est pour ces raisons - entre autres - qu'il est aujourd'hui urgent que le mouvement ouvrier dans son ensemble prenne position pour l'initiative "Etre solidaire" et qu'en ce sens il est extrêmement grave que la FTMH ait décidé de ne pas la soutenir.

Seule une campagne unitaire des partis et syndicats ouvriers permettra de faire triompher "Etre solidaire" et du coup unifier l'ensemble de la classe ouvrière sans distinction entre travailleurs suisses et immigrés sur la question du statut de saisonnier.

SOLIDARNOSĆ POLOGNE

Les travailleurs polonais imposent « Solidarité »

Il y a maintenant 5 mois que dure ce que la presse bourgeoise appelle la "crise polonaise", crise qui ferait peser des menaces sur la "paix et la stabilité" en Europe.

Cette crise représente en fait l'affrontement de deux pouvoirs dans le pays, deux pouvoirs qui ne pourront longtemps cohabiter. D'un côté les dirigeants du pays qui s'appuient sur la répression, sur l'oppression qu'ils ont fait subir pendant trente ans à la classe ouvrière, retirant à celle-ci tous droits d'expression pour mieux pouvoir parler en son nom et proclamer les succès de la "société socialiste polonaise". De l'autre côté s'affirme le véritable pouvoir des travailleurs. Le nouveau syndicat Solidarnosc-Solidarité compte déjà 8 millions d'adhérents (sur douze millions de travailleurs) après pas même un mois d'existence légale. Et en cinq mois de lutte les ouvriers polonais ont renforcé leurs positions. Imposant la reconnaissance légale du syndicat indépendant, puis arrachant pour celui-ci le droit d'expression à la télévision, obligeant ensuite les autorités à libérer les responsables du nouveau syndicat à Varsovie, les travailleurs ont fait la démonstration de leur capacité nouvelle à intervenir dans les affaires du pays.

Face à l'incurie de la bureaucratie au pouvoir à sortir le pays des difficultés économiques auxquelles il est confronté, face aux aberrations profondément liées à ce système bureaucratique même, les travailleurs polonais ont clairement fait connaître leurs prétentions. Plus question comme en 1970 et 76 de terminer les vagues de grèves par quelques réformes et le changement de certains ministres. Non, aujourd'hui les travailleurs sont déterminés à prendre eux-mêmes leurs affaires en main, au niveau de l'entreprise comme au niveau du pays tout entier. Ils luttent pour changer le système politique en vigueur, pour changer leurs conditions d'existence.

C'est pourquoi les événements polonais ne sont pas un danger pour les travailleurs des pays capitalistes, ils sont un espoir. Un espoir de voir les ouvriers de Gdansk, de Szeecin et de Varsovie mettre à la porte les bureaucrates qui gouvernent à leur place et établir une véritable société socialiste basée sur une planification économique démocratiquement décidée par les travailleurs eux-mêmes, permettant ainsi que soit répondu à leurs besoins économiques et sociaux prioritaires.

Quant aux soi-disantes menaces sur la "paix et la stabilité de

l'Europe", elles n'effraient que ceux qui tirent aujourd'hui profit de cette stabilité, ceux qui craignent qu'en France, en Pologne, en Italie ou en Tchécoslovaquie les travailleurs prennent le pouvoir.

Il faut néanmoins reconnaître qu'un danger d'une intervention militaire soviétique existe. Non pas tant que l'URSS craignent de voir un allié lui échapper, mais parce que la bureaucratie du Kremlin ne peut tolérer que se déroule sous les yeux des millions de travailleurs soviétiques une expérience vivante de démocratie socialiste.



C'est justement parce que ce risque existe qu'il est de notre devoir de développer des actions de solidarité avec le nouveau syndicat indépendant. Solidarnosc manque de tout pour être à même de remplir les tâches que la situation présente lui impose. Des machines à ronéotyper lui ont déjà été envoyées par la centrale syndicale française CFDT, mais celles-ci restent bloquées à la frontières par les autorités.

Le Parti socialiste ouvrier (PSO ex-LMR) estime qu'il est du devoir des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier de prendre en charge la solidarité avec les travailleurs polonais en lutte pour la conquête de leurs libertés.

Le PSO lutte pour un socialisme qui n'a aucune ressemblance ni avec l'"Etat social" que nous proposent les Ritschard et la direction du Parti socialiste suisse, ni avec le "socialisme du Goulag" des bureaucrates de Moscou. C'est pourquoi le PSO apporte son soutien total aux travailleurs polonais qui luttent pour instaurer une société socialiste démocratique.